



SÉRIE SOCIO-ÉCONOMIE DE SOLIDARITÉ

Production, Technologies et Investissements

CAHIERS DE PROPOSITIONS POUR LE XXI^{ème} SIÈCLE - ÉDITIONS CHARLES LÉOPOLD MAIER

Les cahiers de propositions pour le XXI^e siècle

Les cahiers de propositions forment une collection de petits livres regroupant, dans chacun des domaines déterminants pour notre avenir, les propositions qui auront semblé les plus pertinentes pour mettre en œuvre dans nos sociétés les ruptures et les évolutions nécessaires à la construction d'un XXI^e siècle plus juste et plus soutenable. Leur objectif est de stimuler un débat sur ces questions aussi bien au niveau local qu'au niveau mondial.

Les grandes mutations que l'on regroupe sous le terme de "mondialisation" constituent, en elles-mêmes, autant de chances de progrès que de risques de voir s'accentuer les inégalités sociales et les déséquilibres écologiques. L'essentiel est de ne pas laisser les grands acteurs politiques et économiques conduire seuls ces mutations. Trop prisonniers de leurs propres logiques de court terme, ils ne pourront que nous mener à une crise mondiale permanente, devenue manifeste depuis les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis.

C'est pourquoi l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire [voir annexe] a lancé l'idée, au cours des années 2000 et 2001, d'un processus de collecte et d'identification de propositions émanant de différents mouvements et organisations, de différents acteurs de la société, de différentes régions du monde. Ce travail s'est déroulé au moyen de forums électroniques, et a été ponctué par une série d'ateliers ou de rencontres au niveau international, qui ont abouti la présentation, à l'occasion de l'Assemblée Mondiale des Citoyens tenue à Lille (France) en décembre 2001, d'une soixantaine de textes de propositions.

Ce sont ces textes, éventuellement complétés et mis à jour, qui sont maintenant publiés par un réseau d'éditeurs associatifs et institutionnels en 6 langues (anglais, espagnol, portugais, français, arabe et chinois) et dans 7 pays (Pérou, Brésil, Zimbabwe, France, Liban, Inde, Chine). Ces éditeurs travaillent ensemble pour les adapter aux différents contextes culturels et géopolitiques, afin que les cahiers de propositions suscitent dans chacune de ces régions du monde un débat le plus large possible, et qu'ils touchent les publics auxquels ils ont destinés, que ce soit les décideurs, les journalistes, les jeunes ou les mouvements sociaux.

Présentation du cahier « Production, Technologies et Investissements »

Des sociétés dans lesquels le libre marché ont laissé de mauvais souvenirs proclament haut et fort les mérites d'une économie contrôlée par un Etat socialiste, alors que les sociétés qui ont souffert des lourdeurs liées aux contrôles de l'Etat socialiste souhaitent ardemment plus de liberté. La diversité des expériences dans des pays différents, et leurs différents systèmes économiques et politiques, est telle qu'il est très difficile d'établir un bilan général sur les mérites et les démerités d'un système en particulier. Comment penser une stratégie pour un futur plus équitable et qui se préoccupe de l'être humain, qui en définitive doit être au centre de tout ce débat? Est-il vraiment possible d'élaborer une stratégie de ce type qui soit applicable partout et en tout lieu? Et finalement à qui correspond la tâche d'élaborer cette stratégie? Dans ce document, nous accordons une place primordiale au thème de qui doit penser et mettre en oeuvre une stratégie de ce genre. Il a été décidé de structurer clairement le débat par sujets choisis, de sorte que les impacts des changements intervenus dans les Technologies, la Production et l'Investissement, sous tous les aspects relatifs aux personnes et aux sociétés, puissent être débattus.

1

2

3

4

Production, Technologies et Investissements

Cahier coordonné par Ramesh Ramaswamy

1

2

3

4

1 - Résultats et Diagnostic

La diversité des sociétés

S'atteler à l'élaboration d'un nouveau paradigme ou à de nouvelles stratégies pour un monde meilleur implique un défi d'importance: celui d'aborder la diversité - diversité des perceptions, des besoins, des aspirations, des idéologies politiques, des contraintes sociales et des milieux culturels.

C'est ce qui ressort largement des discussions du forum électronique, de la réunion de Bangalore (Inde) et de celle de Findhorn (Ecosse). Un fait important ou contestable pour un esprit européen ne l'est souvent pas dans beaucoup de régions d'Afrique ou d'Asie. La plupart du temps, ce sont, les conditions économiques d'une région qui déterminent les processus et les façons de penser. N'importe quelle idéologie politique, si elle est capable de fournir un tant soit peu de nourriture, est acceptable dans les sociétés pauvres d'Asie ou d'Afrique, alors qu'elle peut sembler «discriminatoire» ou «injuste» à un Européen. Un système de gouvernement qui est capable d'assurer la sécurité matérielle, et la sécurité tout court, est satisfaisant, même s'il peut sembler "autoritaire ou «tyrannique» dans d'autres parties du monde. Par conséquent, ce qui détermine les priorités d'une population, c'est bien la perception qu'elle a elle-même de ses besoins (alimentation, logement, habillement, sécurité ou tout autre besoin ressenti par elle). Toute stratégie doit donc nécessairement aborder les priorités des populations locales.

Diversité des expériences

L'autre problème majeur, qui ressort des interactions du forum, est le vieil adage: «on croit toujours que c'est mieux ailleurs ». Des sociétés dans lesquels le libre marché ont laissé de mauvais souvenirs proclament haut et fort les mérites d'une économie contrôlée par un Etat socialiste, alors que les sociétés qui ont souffert des lourdeurs liées aux contrôles de l'Etat socialiste souhaitent ardemment plus de liberté. La diversité des expériences dans des pays différents, et leurs différents systèmes économiques et politiques, est telle qu'il est très difficile d'établir un bilan général sur les mérites et les démerites d'un système en particulier. Tandis que de nombreux Sud-Américains dénoncent les imperfections d'une société capitaliste, nombreux sont les pays socialistes qui ne peuvent pas se vanter d'avoir su procurer une qualité de vie satisfaisante à leur population.

Comment penser une stratégie pour un futur plus équitable et qui se préoccupe de l'être humain, qui en définitive doit être au centre de tout ce débat? Est-il vraiment possible d'élaborer une stratégie de ce type qui soit applicable partout et en tout lieu? Et finalement à qui correspond la tâche d'élaborer cette stratégie?

Le Rôle de l'Etat

Dans ce document, nous accordons une place primordiale au thème de qui doit penser et mettre en œuvre une stratégie de ce genre. Or cette question est devenue très complexe. En effet, il y a encore de cela quelques dizaines d'années, l'Etat disposait de l'autorité finale en matière de décision de ce qui était « bon » ou non pour le reste de la société. Les idéologies politiques, économiques et culturelles des Etats furent imposées aux populations à coup de mesures légales ou fiscales. Cependant, les révolutions technologiques et le processus de globalisation ont changé la donne. La globalisation n'a pas été simplement une stratégie politique choisie d'avance. Elle a été rendue inévitable par la révolution technologique des dernières années. Même des pays comme la Chine n'ont pas réussi à maintenir leur statut insulaire. En conséquence, le rôle de l'Etat comme source d'idéologie s'est vu sérieusement érodé.

Les gouvernements doivent nécessairement prendre en compte cette érosion de leur pouvoir au moment de formuler leurs politiques; dans le cas contraire, ils risquent de définir des politiques impossibles à appliquer ou dont la mise en œuvre se fera aux détriments du bien-être économique de la société.

Si les différents types d'Etats sont affaiblis, qui doit donc « gouverner »? Dans le contexte actuel, il est évident qu'il est essentiel de déterminer qui est ce «gouvernant» ou cette «référence». Sera-ce la Banque Mondiale, les Nations Unies, l'OMC? D'importantes critiques ont été émises quant au rôle de ces institutions internationales, mais, peu de suggestions ont émergé quant à une possible alternative. Est-il nécessaire de remplacer une OMC par une autre, quel que soit le nom qu'on lui donne? La critique porte-t-elle sur le concept de ces institutions internationales ou sur leur manière de travailler, ou encore sur des stratégies spécifiques que celles-ci ont adoptées? Ce sont là des questions qu'il est nécessaire d'aborder et d'analyser si l'on souhaite formuler de nouvelles stratégies possibles.

Contraintes à la planification dans le contexte actuel

Le nouveau contexte créé par les innovations technologiques implique de réviser de nombreux concepts économiques traditionnels. Il en va de même pour toute pensée nouvelle liée à un paradigme alternatif, ou même à une simple stratégie: celle-ci doit obligatoirement s'inscrire dans ces circonstances rigoureusement nouvelles. Le concept qui illustre le plus facilement ce point est celui de l'emploi. Le marché du travail est devenu international et un Etat ne peut limiter l'emploi des « étrangers », simplement par l'imposition de restrictions en matière d'immigration. En effet, les travailleurs peuvent être «recrutés» sur Internet. Et ce fait même a un grand impact sur l'idéologie politique et économique. N'y-at-il pas de meilleur exemple que celui fourni par le processus de traduction des documents de ce forum? Les tarifs ont été comparés à travers les continents et les traducteurs ont été « recrutés » pour différentes langues dans différents pays! Ainsi un investissement plus important aux USA peut-il conduire à l'amélioration des offres d'emploi en Inde, mais pas nécessairement aux USA!

Le Processus de débats du Forum

Le débat sur Internet et le texte initial ont été maintenus aussi ouverts que possible afin de permettre aux participants d'exprimer leurs points de vue sans pour autant les conditionner à une idéologie préconçue. A la fin du forum électronique, il a été décidé de structurer clairement le débat par sujets choisis, de sorte que les impacts des changements intervenus dans les Technologies, la Production et l'Investissement, sous tous les aspects relatifs aux personnes et aux sociétés, puissent être débattus. Cette façon de procéder garantit aussi que certains thèmes ne se retrouvent pas jetés aux oubliettes.

Les sujets sélectionnés pour le débat ont été :

1. Les médias
2. Information, Technologie & Communication
3. Société & Culture
4. La propriété privée du savoir
5. Les infrastructures
6. L'éducation
7. Les Petites & Moyennes Entreprises
8. Les modèles internationaux d'investissement
9. Les systèmes de production & les échelles de production
10. Les inquiétudes liées à l'Environnement
11. Ethique & Gouvernement
12. Le rôle des Gouvernements
13. Les Services de Santé
14. La gestion des ressources
15. Les structures légales

Le groupe de débat sur Internet était composé par des personnes des 6 continents, autant de pays développés que de pays en voie de développement. Un effort a également été fait pour assurer qu'un groupe diversifié, représentant les différents milieux socioprofessionnels, assiste à la réunion organisée par le chantier, qui a eu lieu à Bangalore, en Inde.

Le groupe de débat était composé de :

- Journalistes
- Activistes scientifiques
- Scientifiques de l'Environnement
- Un ex président d'un groupe d'entreprises indien et un ingénieur bien connu,
- Un ex directeur d'une Multinationale de Télécommunications
- Un docteur en médecine
- Un président d'une grande compagnie de développement de Software indo-américaine
- Un politicien qui est membre du Parti Congressiste en Inde et un activiste social
- Un propriétaire d'une petite entreprise
- Un cadre supérieur d'une société de consultants en Publicité et Médias
- Un conseiller en investissements et analyste financier

- Un cadre supérieur d'une entreprise de développement d'infrastructures qui s'occupe actuellement d'un projet important de formation au sein du système scolaire indien.

Les perceptions des problèmes, des priorités et de fait, des solutions suggérées différaient sensiblement entre les différents milieux socioprofessionnels et entre les différentes nationalités.

Nous vous présentons ici les résultats et les diagnostics des thèmes abordés par le groupe:

L'explosion de la **disponibilité des médias**, rendue possible grâce aux nouvelles technologies a eu un impact profond sur les différentes sociétés. Ces effets ont été tantôt positifs, tantôt négatifs. D'une part, l'amélioration de la disponibilité des médias a permis une prise de conscience plus aigüe de la part du public face à certains problèmes. Dans de nombreux pays, où les gouvernements avaient traditionnellement contrôlé l'accès à l'information (en particulier pour la population analphabète et pauvre), un accès plus facile à celle-ci a été une bénédiction. Grâce aux nouvelles technologies, il est désormais pratiquement impossible qu'un gouvernement corrompu cache certains faits à sa population et, donc, d'une certaine façon, celle-ci devient plus responsable. Dans de nombreux cas, une plus grande conscience de ce qui est en train de se passer a aidé l'électorat à choisir de meilleur/es représentant/es.

Mais par ailleurs, l'accès libre et ouvert aux médias a également engendré beaucoup de problèmes sociaux. Dans certains cas, les nouveaux médias, comme Internet, ont été employés par des éléments sans scrupules pour vendre des produits nuisibles pour la santé individuelle ou pour la société en général, par exemple des drogues ou des armes illégales. Dans certains cas, les nouveaux médias ont également été utilisés pour inciter à la violence. Les enjeux pour se partager l'esprit des populations sont considérables et certains n'hésitent pas à utiliser des techniques d'approche peu recommandables.

L'accès aux nouvelles technologies rend impossible tout contrôle sur la diffusion de l'information. Alors que certains soutiennent que l'explosion des mass médias corrompt sociétés et cultures, d'autres se demandent : qui se donne le droit d'être le gardien moral de la société?

Il s'agit là surtout d'un problème qu'on rencontre dans beaucoup de pays conservateurs, comme l'Inde ou la Chine, qui ont été longtemps en marge des cultures étrangères, en raison de lois très strictes limitant l'accès aux médias. De nombreux pays, comme Singapour et la Malaisie, tentent encore aujourd'hui de trouver les moyens de limiter les flux d'information, mais ils ne rencontrent que peu de succès.

Au-delà du fait de regarder des choses sur lesquelles l'Etat pourrait soulever des objections, c'est bien de véritables changements culturels dans ces sociétés traditionnelles qu'il s'agit, et de transformations dans les comportements qui en découlent. C'est ainsi qu'en Inde, certaines personnes se sont inquiétées du fait que les plus pauvres soient ainsi exposés aux styles de vie des plus riches à

travers les médias, ceci aurait pour conséquence que les premiers aspirent à un niveau de vie meilleur qu'ils ne peuvent soutenir et que donc leur frustration n'en soit augmenté en proportion. Ce phénomène a été souvent cité comme l'une des causes de l'escalade de la criminalité.

Les technologies qui ont décuplé la croissance de nouveaux médias sont également responsables de la révolution dans les domaines de la **technologie de l'information / de la Communication**.

La révolution TI a changé notre manière de vivre et de penser. Elle a eu un impact important sur tous les aspects de la vie. C'est ainsi que grâce à l'amélioration des communications, le peuple sénégalais a été à même d'assurer un processus électoral plus transparent. Même dans un pays développé comme les Pays-Bas, les TI ont permis une plus grande participation des personnes dans la formulation des politiques qui les concernent. Elles ont aidé le paysan africain à prendre conscience de la plus grande valeur de sa récolte, lui permettant de se passer des intermédiaires qui abusent de son ignorance pour en retirer d'importants bénéfices.

Cette amélioration du système de communication peut ne pas sembler significative dans un pays développé, mais elle a des implications énormes dans les pays en voie de développement. Une information insuffisante a été l'une des principales causes de l'exploitation des pauvres et des personnes les moins bien informées. La plupart du temps, un fermier pauvre méconnaît le prix que sa récolte peut atteindre en dehors de son environnement immédiat, ou encore il ne dispose pas d'informations sur la façon dont son produit pourrait avoir accès à un nouveau marché. C'est là l'occasion idéale pour le commerçant sans scrupules d'exploiter son ignorance. Avec l'amélioration des systèmes d'information, il existe une plus grande probabilité que le produit soit plus rentable pour le producteur.

Pour de nombreux pays pauvres, tels que l'Inde et les Philippines, l'industrie des TI a été une bénédiction. Les ingénieurs peuvent continuer à habiter en Inde et travailler « offshore » pour des entreprises de pays développés, faisant fi des règles qui limitent l'immigration. En plus du développement de logiciels, beaucoup de compagnies en Europe et aux USA réalisent à l'extérieur (outsource) leurs opérations de back-office dans des pays en voie de développement. Par exemple, toutes les opérations de comptabilité de certaines des principales compagnies européennes sont sous-traitées à des entreprises en Inde. Plusieurs Centres d'appels d'entreprises américaines sont situés dans les pays en voie de développement.

En supposant qu'un pays dispose de la main d'œuvre qualifiée nécessaire, les TI pourraient devenir une source importante d'emploi pour les gens du tiers monde. Par ailleurs, avec le travail à distance, l'utilisation intelligente des technologies de communication peut rendre le transport moins nécessaire. Et ceci a deux effets positifs:

- Ralentir le processus d'urbanisation accélérée. En effet, étant donné la faible quantité d'infrastructures de transport et de communication dans les pays en

voie de développement, la plupart des gens souhaitent déménager le plus près possible de leur lieu de travail.

- Réduire les contraintes sur le système de transport et les émissions polluantes qui en résultent.

L'utilisation des nouvelles technologies a représenté un atout considérable pour le processus de gouvernance, en particulier dans les pays en voie de développement: le service public s'améliore et le gouvernement fait montre de plus de transparence.

Cependant, dans de nombreux pays en voie de développement, plus de prospérité pour les travailleurs du "savoir" pourrait entraîner une «division digitale», impliquant d'énormes différences entre les niveaux de vie, de revenus et de pouvoir. Par ailleurs l'on craint toujours que plus d'automatisation dans le travail n'entraîne la suppression d'emplois; les pays en voie de développement doivent donc se montrer très prudents quant au choix des technologies qu'ils souhaitent utiliser.

Il ne faut pas oublier non plus que plus un pays se «développe», plus il devient vulnérable. Une plus grande automatisation et une plus grande utilisation des systèmes informatiques entraînent le risque de se retrouver victime du «Terrorisme de l'Information»: systèmes d'information piratés et la vie de tous les jours complètement paralysée. Autrement dit, des défis sérieux en termes de sécurité.

Le thème de la **propriété du savoir** devient de plus en plus critique. L'industrie et l'agriculture deviennent de plus en plus dépendantes des produits et processus développés par un nombre limité d'entreprises ou de pays, et les pays pauvres sont plus susceptibles que d'autres d'être les victimes principales de cette situation: brevetage des semences, des médicaments et actuellement, grâce aux TI des systèmes, de nombreux processus économiques.

Ceci pose deux questions extrêmement importantes :

- Quel traitement sera-t-il réservé aux savoirs traditionnels? C'est ainsi que de nombreux systèmes traditionnels, principalement de santé et agricoles, se retrouvent brevetés par des entreprises multinationales.
- Qui étudiera l'impact et les régulations liées aux produits des nouvelles technologies dans les différents pays?
- Quel sont les conséquences de la concentration du pouvoir entre les mains de quelques entreprises? Qui sert d'arbitre?
- Quel est le prix "raisonnable" d'un produit ou d'un service breveté, dont une société est devenue dépendante?

Toutes ces questions doivent être abordées avec le sérieux qu'elles méritent. Or, actuellement, bien que de tels débats soient fréquents, l'information sur laquelle ces débats sont fondés est totalement insatisfaisante.

Tous les pays et les peuples doivent investir du temps et de l'argent, d'abord pour être bien informés, ensuite pour peser le "pour" et le "contre" des différentes technologies et finalement pour obtenir la propriété de certaines des principales technologies. Si les coûts de développement de celles-ci sont inabordables pour certains, il serait peut-être nécessaire de former un syndicat multiple entre différents pays pour financer des projets de recherche dans des secteurs jugés importants.

L'accès aux nouvelles technologies a causé des problèmes très sévères pour certains peuples et leurs cultures. Ainsi, le transfert de nombreux travailleurs intellectuels des pays en voie de développement vers les pays développés, ont amené de profonds changements dans les structures familiales. Les personnes âgées, pour lesquelles il n'existe pas de système de prise en charge satisfaisant, se sont retrouvées abandonnées à leur sort. En Asie et en Afrique, c'est un véritable problème de société, dû au fait que, traditionnellement, les enfants fournissaient à leurs parents vieillissant un soutien affectif et matériel.

Les cultures autochtones se voient également menacées, il importe donc que les sociétés réalisent un effort conscient pour préserver leurs cultures locales. Il s'agit d'un effort spécifique destiné à assurer la continuité de ce modèle local, des habitudes alimentaires, des valeurs familiales, de manière à ce que celles-ci ne soient pas excessivement influencées par les cultures étrangères, lesquelles peuvent ne pas être entièrement appropriées au contexte local.

L' « Exode des Cerveaux », c'est-à-dire de nombreuses personnes qualifiées des pays en voie de développement vers les pays développés est également très préoccupant. Nombre de pays et de sociétés investissent d'importantes sommes d'argent dans la formation de leurs habitants. Le départ de ceux-ci représente une perte importante pour la société en général. C'est au niveau local qu'il faut créer les conditions pour que les travailleurs « intellectuels » restent travailler au pays plutôt que de rechercher un emploi à l'étranger.

Il est intéressant de constater que nombre de multinationales installent leurs laboratoires de recherche dans les pays en voie de développement, là où elles trouvent une main d'œuvre qualifiée très disponible. Au niveau local, ceci est considéré comme une aubaine en termes d'offres d'emploi. Mais cela l'est beaucoup moins en termes de propriété des produits de cette recherche qui, bien évidemment, sont destinés à l'étranger.

Le thème **infrastructure**, qui a été débattu dans ce forum, s'est limité aux routes, aux ponts ou à d'autres projets physiques d'infrastructure. Bien sûr, ce sont là des thèmes importants et essentiels, mais ce qui l'est bien plus aujourd'hui, c'est le développement d'une infrastructure de la « connaissance ». Celle-ci devrait inclure les écoles primaires et secondaires, l'éducation technique, les écoles de formation professionnelle et les instituts de recherche. Si la connaissance devient un des facteurs principaux de la vie d'un peuple, c'est l'investissement qu'il réalisera en termes de développement de l'infrastructure liée à la connaissance qui déterminera que cette société entre gagnante ou perdante dans la course aux développements technologiques. Naturellement, en plus des infrastructures liées

au savoir, un pays doit développer les conditions de cet épanouissement (bons réseaux de télécommunications, énergie, routes, etc.)

Cependant, les nouveaux développements technologiques ainsi que l'énorme pression pour être compétitif au niveau international, rendent les investissements dans les secteurs traditionnels d'infrastructure extrêmement élevés et donc, hors de portée de nombreux pays en voie de développement. Ces pays ont dès lors dû faire appel à la participation du secteur privé, bien que sous des conditions très spécifiques, de manière à ne pas se retrouver sous l'emprise de l'avidité des investisseurs. Même maintenant, le taux de rendement de nombreux projets d'infrastructure n'est pas assez élevé pour attirer les investissements vers les pays en voie de développement. Les gouvernements de ces pays doivent lutter pour trouver les ressources capables de financer leurs projets.

Finalement, le développement des «infrastructures liées à la connaissance» nous mène à la question de *l'éducation*. Dans les pays en voie de développement, le débat fait rage depuis longtemps entre ceux qui sont partisans que les gouvernements concentrent leurs efforts sur l'éducation primaire et ceux qui jugent que c'est l'éducation technique qui devrait représenter leur objectif premier. Dans de nombreux pays comme l'Inde, par exemple, le taux d'alphabétisation est inférieur à 50 %, ce qui est très peu. Nous avons signalé précédemment le débat à propos de l'exode de main-d'œuvre qualifiée en Inde. Cependant, l'Inde, qui a concentré son action sur une meilleure éducation supérieure, a recueilli les fruits de cet effort, caractérisé par le développement d'industries informatiques et de communication dans le pays.

Le débat a également porté sur le fait de savoir si ce doit être le gouvernement ou le secteur privé qui réalise les investissements dans les différents niveaux de l'enseignement. Mais ce débat est porteur de trop d'opinions arrêtées et d'émotions.

Les développements technologiques peuvent être d'une grande utilité pour l'enseignement (y compris à distance) grâce à l'utilisation des multimédias. Ils pourraient également être utilisés pour normaliser la qualité de l'éducation dans les différentes écoles. Actuellement, dans des pays comme l'Inde, la qualité de l'éducation pour les secteurs les plus pauvres est très mauvaise.

Les petites entreprises et les entreprises artisanales, qui sont d'ailleurs les principaux employeurs dans de nombreux pays, ont eu à faire face aux nouvelles tendances technologiques. Leurs systèmes de production sont devenus d'un coup désuets. Or la petite industrie, dont le propriétaire est limité en termes de ressources, ne parvient pas à suivre les changements. Le coût supérieur des matières premières (quantité d'achats plus réduite, pas ou peu d'économies d'échelle, coût élevé des produits de vente) a rendu plus difficile la survie du secteur dans les segments traditionnels de l'industrie. L'Inde, comme de nombreux pays en voie de développement, prend depuis longtemps des mesures pour encourager le secteur de la petite entreprise. En effet, une échelle plus petite d'activité, disposant de peu ou pas d'automatisation, emploie plus de personnes par unité de production.

On pense d'habitude que la plupart des innovations technologiques trouvent leurs origines dans le secteur des petites entreprises. En cas d'apparition de solutions innovantes dans la petite industrie, de nouveaux instruments financiers comme les capitaux-risques deviendront essentiels pour les pays en voie de développement. Actuellement le financement pour mettre en marche ce genre d'innovations provient de fonds privés à risques.

Une culture de la Recherche et du Développement et une culture de l'esprit d'entreprise doivent être inculquées dans des sociétés qui ont toujours recherché la régularité de l'emploi. C'est là un élément essentiel pour le développement d'outils liés aux nouvelles connaissances et qui peuvent par la suite être commercialisés dans le monde entier.

Les nouvelles technologies et l'amélioration des communications ont accéléré la venue de l'**investissement étranger** dans de nombreux pays en voie de développement. Ces investissements ont été utiles à de nombreux pays dont les ressources étaient limitées. Les gouvernements locaux ont dû affronter les questions de quel niveau d'investissement devait être autorisé et dans quels secteurs. Les nouveaux instruments financiers rendus disponibles dans les pays en voie de développement doivent être évalués en fonction de chaque contexte particulier.

La préoccupation environnementale s'est accrue dans les pays en voie de développement. Cependant, dans ces pays, il a fallu mettre en perspective problèmes locaux et problèmes globaux d'un côté et demandes d'emplois ou liées à la survie dans le présent avec les dommages à l'environnement dans le futur. Les nouvelles technologies, particulièrement dans le domaine de la biotechnologie et de la génétique, exigent que la société soit mieux documentée. Dans de nombreux pays en voie de développement, il n'existe pas d'information consolidée, disponible et professionnelle sur des sujets concernant l'environnement. En conséquence, de nombreuses ONG luttent pour résoudre des problèmes peu ou pas importants, ignorant ceux qui représentent un véritable danger pour la société.

Les questions sur l'environnement se sont transformées en élément plus critique encore, en raison des lois restrictives liées à la protection de l'environnement et de la pression sociale exercée par les pays développés, qui conduisent de nombreuses compagnies à déplacer leur production vers les pays en voie de développement. Or, les pays en voie de développement, espérant générer des emplois et une devise plus forte, ont accueilli aveuglément ces investissements. Les nouveaux processus utilisés et les nouvelles technologies peuvent représenter des dangers pour la population ou l'environnement qui ne sont pas immédiatement et généralement connus.

Plus critique encore que la question de la dégradation environnementale est la gestion des ressources. Les sociétés doivent optimiser les rendements de leurs ressources locales, comme la terre, l'eau, les forêts et même les ressources humaines et optimiser leur utilisation pour des rendements maximum à long terme. Dans de nombreux cas, dans leur soif de créer des emplois ou d'obtenir une devise plus forte, les pays ont accueilli le développement industriel dans des

domaines qui mettent en danger la disponibilité des ressources pour la survie de la population locale dans un futur très proche. Dans de nombreux pays pauvres, la terre est laissée en jachère, les ressources d'eau sont surexploitées et polluées, les forêts sont détruites et la société ne se rend même pas compte du danger qui la menace.

Il est absolument essentiel pour de nombreux pays en voie de développement de se diriger vers une meilleure *éthique* et une meilleure *gouvernance*. La corruption et une pauvre gouvernance sont souvent les principales raisons de l'état lamentable de nombreuses économies. Les nouvelles technologies pourraient être employées pour exiger plus de transparence aux gouvernements et réduire au maximum la corruption. Ce thème est d'une telle priorité qu'un observateur extérieur pourrait s'avérer nécessaire.

Il a été signalé dans les débats que dans de nombreux pays d'Afrique, le processus électoral était devenu plus transparent avec l'arrivée de nouvelles technologies de la communication. Plus récemment, des rumeurs ont circulé prétendant que c'est grâce au téléphone portable et à la technologie SMS que le gouvernement "corrompu" d'Estrada a pu être renversé aux Philippines. Nombreux sont les exemples illustrant l'amélioration des conditions favorisant de meilleurs gouvernements et des pratiques plus éthiques faisant suite à un meilleur accès aux technologies de la communication.

Cependant, malgré la technologie disponible, la plupart des gouvernements n'ont été que peu disposés, et même plutôt lents, à adopter une plus grande transparence dans leur gestion. Aucune société ne peut progresser si les personnes au pouvoir n'adoptent pas des pratiques éthiques et n'améliorent la gouvernance. L'avidité de quelques-uns est la cause des nombreux maux subis par des millions de citoyens en situation extrêmement précaire.

L'apparition des nouvelles technologies pose question aussi en matière de *santé*. Celle-ci continuera à représenter une importante source de préoccupation. Les gouvernements devront définir plus clairement le rôle des technologies dans ce domaine. Comme les produits brevetés et les nouveaux produits atteignent des prix plus élevés, la tendance des grandes compagnies pharmaceutiques est de concentrer leur énergie sur ces derniers. Ici encore, les compagnies pharmaceutiques voudront concentrer les financements qu'elles destinent à la recherche sur des produits grâce auxquels elles peuvent obtenir des bénéfices maximums (traitement contre le Sida, contre les maladies de cœur, etc.). Par contre de nombreuses maladies toujours terriblement présentes dans les pays tropicaux pauvres, comme la malaria, par exemple, n'obtiennent aucune attention. Les gouvernements se doivent de projeter stratégiquement des investissements en matière de recherche médicale pour alléger les maladies qui dévastent actuellement leur pays.

Non seulement les services médicaux doivent être accessibles à tous, ils doivent l'être aussi à un prix abordable. Actuellement, la plupart des nouvelles générations de médicaments sont tellement chères que les pauvres ne peuvent y avoir accès. En effet, les compagnies doivent récupérer le coût de la R&D, qui est un élément essentiel de l'introduction de nouveaux produits pharmaceutiques.

Mais si les prix sont contrôlés, comme cela a été le cas dans certains pays, les compagnies ne tendent pas à y introduire de nouveaux médicaments et ce sont les gens qui perdent les possibilités offertes par ces innovations.

Des cadres légaux doivent également être élaborés pour faire face aux abus possibles de l'utilisation des nouvelles technologies. Les questions légales deviennent plus complexes. Ainsi les deux questions de base en jurisprudence : "qui a commis le crime?" et "où a-t-il été commis?" deviennent-elles impossibles à répondre! En effet l'emploi s'étend au-delà des frontières politiques, le rôle de l'arbitre international devient donc de plus en plus ardu.

Les nouvelles technologies devraient être employées pour accélérer l'exercice de la justice dans les pays en voie de développement, où les processus légaux sont souvent extrêmement lents. La corruption tend à se répandre là où le système légal est inefficace ou lent.

2. Visions et Nouveau Paradigme

Le chapitre précédent a déjà suggéré l'idée de nouveau paradigme. Le nouveau paradigme pour la nouvelle société doit assurément tourner autour de la connaissance et de la puissance des ressources humaines.

Dans les divers débats du forum, à chaque fois que des questions sur la richesse ou le bien-être d'une société ont été discutées, le point de référence a été l'argent. La richesse de la société a toujours été mesurée en termes monétaires et tout thème économique tourne autour de l'argent - plus spécifiquement, le niveau d'argent disponible aujourd'hui. Est-ce suffisant ou la nouvelle ère de la connaissance exige-t-elle de meilleurs outils d'évaluation?

Au cours des débats sur le forum, « l'égalité » a été souvent considérée comme un but à atteindre. Mais que signifie l'égalité? Signifie-t-elle que nous devrions nous efforcer de n'avoir aucun multimillionnaire comme Bill Gates ou que des populations entières devraient avoir la même somme d'argent que Bill Gates? Il est important de répondre à cette dernière question parce que l'égalité peut effectivement être atteinte en jouant à Robin des Bois, en prenant aux riches pour distribuer aux pauvres. Mais l'histoire n'a pas démontré que c'est là une stratégie nécessairement satisfaisante. De plus, le concept de « richesse » est très relatif. Pour un paysan d'Asie ou d'Afrique qui ne mange pas à sa faim, toute personne qui peut prendre trois repas par jour est forcément une personne riche. Ce n'est pas Bill Gates qui le préoccupe, c'est son prochain repas!

La question la plus importante est celle de la satisfaction des besoins humains, qui est souvent liée aux conditions locales. L'Indice de Développement Humain des Nations Unies est une étape positive qui a défini la satisfaction des besoins humains comme indicateur du bien-être d'une société.

Par ailleurs, toute initiative mérite une récompense, sinon il n'y aurait tout simplement plus d'entreprise. Quelqu'un de paresseux ne peut pas et ne devrait pas récolter les mêmes fruits qu'une personne entreprenante et qui travaille dur - l'argument traditionnel et encore valide pour le capitalisme.

Par conséquent il peut être utile de définir le concept de l'égalité dans le nouveau contexte de la société du savoir. Le Nouveau Monde devrait fournir les ressources et les opportunités à tous les individus ou à toutes les sociétés pour acquérir, préserver et bénéficier de la connaissance individuelle ou collective de ses membres.

3. Initiatives et Innovations

Toute initiative dans ce sens doit partir de deux perspectives - celle d'utiliser les nouvelles technologies disponibles pour améliorer la vie des membres de la société mais aussi celle de prévenir et de protéger, quand besoin est, cette même société contre les dangers provoqués par les transformations technologiques. Les initiatives qui suivent ont surgi des discussions précédentes présentées dans cet article:

La connaissance doit être évaluée et sa valeur quantifiée et reconnue. Il faut élaborer des indicateurs macro-économiques, qui tiennent compte de la valeur du savoir au sein d'un système économique. De nouvelles idées doivent émerger pour mieux gérer l'économie et mieux projeter les investissements au niveau national.

Des infrastructures de gestion de la connaissance de qualité doivent être créées, particulièrement dans les pays pauvres, de manière à augmenter l'emploi sur place et offshore. Les gouvernements doivent sérieusement réviser leurs plans d'investissements en ce qui concerne les infrastructures de gestion de la connaissance, y compris dans l'enseignement primaire, secondaire et la planification de la R&D

Ceux qui sont le plus en retard au niveau technologique doivent être instamment soutenus pour garantir la transparence maximum du gouvernement, ce qui débarrassera la société de la corruption, l'une des principales causes de la pauvreté de nombreuses nations.

De nouvelles technologies devraient être employées pour accélérer l'exercice de la justice dans les pays en voie de développement. La corruption tend à se répandre là où le système légal est inefficace ou lent.

Les technologies dernier cri doivent être déployées (même dans les pays pauvres) de manière à ce que l'information et les services parviennent « le plus près possible » des gens. Cette solution devrait permettre d'atténuer les pressions sur les infrastructures urbaines et dans certains cas, éviter les coûts monétaires, sociaux et environnementaux associés à la construction de celles-ci.

Les citoyens doivent avoir accès aux dernières technologies afin de pouvoir prendre au vol les occasions de travailler au-delà de leurs frontières, mises en place par le marché global du travail.

Les sociétés doivent s'assurer:

- Que leurs choix technologiques ne les rendent pas vulnérables aux « attaques»;
- Ni ne les rendent trop dépendantes des qualifications d'étrangers, qui à un moment ou un autre peuvent leur devenir hostiles;

- d'avoir la propriété (partielle ou entière) de la connaissance, particulièrement dans certains domaines critiques (alimentation, hébergement et santé);
- de créer des systèmes d'appui pour compenser les changements provoqués dans le tissu social par les développements technologiques ou les méthodes de production choisies;
- d'optimiser les ressources communes (la terre, l'eau et les ressources humaines);
- que les nouvelles technologies ne nuisent pas à la vie des personnes, propriété ni ressources naturelles, à court ou à long terme.

4. Propositions

Les propositions et stratégies mises en avant ici se fondent sur la prémissse que chaque société individuelle doit finalement décider de la ligne de conduite que'elle souhaite adopter. Un forum comme celui-ci ne peut que sensibiliser et favoriser des processus. Ceci est également conforme au principe que chaque société a le droit de décider elle-même de ses propres besoins.

Notre proposition est que l'Alliance joue un rôle pro-actif en ce sens, en mettant en application les initiatives qui ont été énumérées ci-dessus.

A cette fin, les actions suivantes sont proposées :

Constitution d'une équipe multidisciplinaire internationale, dont le rôle sera celui d'un organisme consultatif chargé d'évaluer les technologies et de conseiller les gouvernements (en particulier des pays pauvres). Le mandat de l'équipe doit garantir que :

1. une information appropriée au sujet des nouvelles technologies soit fournie aux gouvernements et aux sociétés civiles, décrivant leurs avantages et leurs inconvénients.
2. une évaluation régulière soit entreprise aux niveaux international et nationaux pour évaluer continuellement les impacts de ces technologies sur divers aspects de la vie. Des systèmes de mesure doivent être développés pour évaluer ces changements.
3. des équipes professionnelles multidisciplinaires soient installées dans chaque pays pour travailler avec l'équipe internationale mentionnée ci-dessus.
4. la diffusion de l'information analysée soit réalisée auprès du grand public dans différents pays, par l'intermédiaire des médias, de conférences et de réunions.
5. des groupes anti-corruption soient créés, qui préconiseraient l'utilisation de la technologie pour combattre la corruption dans les services publics des pays en voie de développement.
6. des réseaux régionaux (particulièrement dans les pays en voie de développement) soient mis en place pour partager la connaissance. Par exemple, un réseau dans la région d'Asie et du Pacifique pourrait être créé entre les petites et moyennes entreprises et les instituts de recherche.

5. Stratégies et Acteurs

Un Groupe de Conseil sur les Technologies

Un tel groupe doit fonctionner à deux niveaux. Au niveau international, un groupe de professionnels doit être identifié. Les personnes doivent être choisies parmi différentes disciplines, des spécialistes en technologie, des sociologues, des économistes, des spécialistes en Science de l'Education, des avocats etc.

Ce groupe doit étudier l'élaboration des processus par lesquels les sociétés / pays peuvent faire des choix logiques de technologie. Ce groupe ne développe que la méthodologie et contrôle les avancées dans le monde entier.

Dans chaque pays ou région, doit exister un groupe local semblable qui évalue chaque choix technologique, en utilisant les processus développés par le groupe international et en les adaptant aux conditions locales, tout en maintenant de façon prioritaire les idées locales.

Groupes anti-corruption

Une partie du groupe de conseil sur les technologies devrait se concentrer sur des solutions technologiques qui garantissent la transparence du service public. En plus d'une fonction consultative, le groupe pourrait jouer un rôle pro-actif en sensibilisant les ONG locales sur ces thèmes.

Réseaux Régionaux

Le développement des réseaux régionaux pourrait s'effectuer par la mise en place de processus de fonctionnement entre les organismes déjà existants d'aide au développement, privés ou gouvernementaux. Quelques initiatives sont déjà en cours dans la région d'Asie Pacifique. Et ce basé sur une coopération commerciale rentable entre individus ou institutions.

Toutes ces actions doivent démarrer par l'identification et la motivation d'un groupe d'individus dévoués et soigneusement choisis.

Le rôle de l'Alliance pourrait être de favoriser et de catalyser le développement de ces réseaux et de leurs processus.

Questionnaire

Nous serions très heureux de recevoir votre avis sur les propositions contenues dans ce cahier. Afin de faciliter cette tâche, voici quelques questions auxquelles nous espérons que vous prendrez le temps de répondre. Vos évaluations et commentaires nous seront précieux pour la continuation du travail collectif. Nous espérons que la lecture du cahier vous inspirera et vous amènera à lire d'autres Cahiers de Propositions du Pôle Socio-Economie Solidaire et de l'Alliance (Voir <http://www.alliance21.org/fr/proposals>).

Nous vous invitons également à indiquer quelles sont, pour vous, les propositions les plus décisives et prioritaires pour construire des alternatives au modèle actuel de la globalisation, et à suggérer des projets de mise en application pratique de ces propositions.

Le cahier de propositions:

➤ Que pensez-vous du cahier en général ?

.....
.....
.....

➤ Du diagnostic ?

.....
.....
.....

➤ Des propositions ?

.....
.....
.....

Les propositions

➤ Quelles sont les propositions avec lesquelles vous êtes d'accord ? Pourquoi?

Numéros :

.....
.....
.....
.....
.....

➤ Quelles sont les propositions les plus utiles pour votre action quotidienne?
De quelle manière (inspiration pour l'action, pour le lobbying, l'échange d'expériences ...) ?

.....

.....

.....

.....

➤ Quelles sont les propositions avec lesquelles vous n'êtes pas d'accord ?
Pourquoi ?

.....

.....

.....

Le futur

➤ Quelles suggestions feriez-vous pour la poursuite de ce chantier ?

.....

.....

.....

Ce questionnaire est à renvoyer à Françoise Wautiez, pses-sp@alliance21.org

L'Alliance pour un monde responsable pluriel et solidaire

Agir collectivement pour contribuer à des transformations répondant aux défis du XXI^{ème} siècle.

Depuis la fin des années 1980, de nombreuses initiatives dans différentes régions du monde, issues des milieux les plus variés, contribuent à la mise en mouvement de divers acteurs sociaux afin d'organiser un vaste processus mondial, susceptible de participer à la recherche de valeurs, de propositions et de règles pour surmonter les nouveaux défis auxquels fait face l'humanité.

Au début des années 90, de nombreuses rencontres continentales, thématiques et collégiales sont organisées. Ce processus aboutit en 1993 à la rédaction de la *Plate-forme pour un monde responsable et solidaire*.

Des groupes régionaux se mettent en place, des réseaux professionnels et thématiques internationaux sur les grandes questions de notre temps se développent, l'Alliance est lancée. Elle reçoit, entre autres, l'appui financier et technique de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH).

Il s'agit d'inventer de nouvelles formes d'action collective, allant de l'échelle locale jusqu'au niveau mondial, afin de peser ensemble sur l'avenir d'un monde de plus en plus complexe et interdépendant.

Le défi de l'Alliance est de favoriser l'unité dans la diversité, en proclamant la capacité de nos sociétés à comprendre et valoriser la complexité des situations, l'interdépendance des problèmes, la diversité et la légitimité des points de vue géoculturels, sociaux et professionnels.

L'Alliance, espace d'échanges, de réflexions et de propositions, se structure autour de 3 axes principaux d'organisation :

Les groupes locaux visent à réunir des personnes d'une commune, d'une région, d'un pays, d'un continent, à partir des réalités et des enjeux de leur société. C'est la **voie géo-culturelle**. Elle reflète la diversité des lieux et des cultures.

Les groupes d'acteurs socio-professionnels veulent susciter le dialogue et la mobilisation dans une profession, un milieu donné (jeunes, paysans, scientifiques, élus locaux ...). C'est la **voie collégiale**. Elle reflète la diversité des milieux sociaux et professionnels, leurs préoccupations et responsabilités face à la société et aux défis du monde actuel.

Les chantiers thématiques cherchent à former des groupes de réflexion sur les grandes questions qui concernent notre avenir commun (gestion durable de l'eau, intégration régionale et mondialisation, marchés financiers, art et société...). C'est

la voie thématique. Elle reflète la diversité des défis auxquels l'Humanité est confrontée pour le XXIème siècle. Les chantiers thématiques sont regroupés en quatre pôles : Valeurs et Culture, Economie et Société, Gouvernance et Citoyenneté, Humanité et Biosphère.

Cherchant à tirer parti de la richesse et des expériences accumulées par ces groupes de réflexion tout en s'articulant à des dynamiques citoyennes convergentes, l'Alliance s'est donnée comme objectif d'aboutir à des propositions concrètes, collectivement élaborées. C'est ainsi qu'ont été organisées :

- **des rencontres internationales**, au sein de chaque chantier thématique et de chaque collège,
- **des Assemblées continentales simultanées** (Afrique, Amériques, Asie, Europe) et une rencontre régionale dans le monde arabe (au Liban) en juin 2001.
- une **Assemblée mondiale de Citoyens** qui s'est tenue en décembre 2001 à Lille-France, réunissant plus de 400 participants du monde entier.

L'ensemble de ces rencontres ont permis l'élaboration d'une soixantaine de *cahiers de propositions pour le XXIème siècle* et d'une *Charte des responsabilités humaines*, édités en plusieurs langues et dans différents pays.

Depuis le début de l'année 2002, l'Alliance s'engage dans un processus de diffusion et de valorisation de ces résultats. Les réseaux s'élargissent, se diversifient et leurs thèmes de travail deviennent de plus en plus transversaux. Par ailleurs, ils renforcent des liens avec les autres démarches visant à une autre mondialisation.

Pour plus d'informations, nous vous invitons à consulter le **site de l'Alliance** www.alliance21.org qui présente en trois langues (français, anglais et espagnol) l'histoire de l'Alliance, les défis auxquels elle répond, les chantiers et les forums de discussion qu'elle accueille.

Courriel : info@alliance21.org

Les cahiers de propositions sur internet

Tous les cahiers de propositions, qu'ils soient sous forme provisoire ou définitives, et dans toutes leurs traductions, sont disponibles sur le site internet de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, à l'adresse :

<http://www.alliance21.org/fr/proposals>

Thèmes disponibles :

Valeurs, éducation, cultures, art et science

Education et enseignants – L'éducation à une citoyenneté active et responsable – L'Alliance et les médias – L'Art et l'Identité Culturelle dans la construction d'un monde solidaire – Femmes – Actions et propositions de jeunes pour un changement social – Une diversité culturelle interculturelle à l'ère de la globalisation – Propositions du collège interreligieux – Guerres, génocides, ...face aux situations extrêmes, restaurer l'humanité dans l'humain – Penser la réforme de l'Université – Maîtrise sociale du système de production scientifique – Société de l'information, société de la connaissance : la nécessaire maîtrise sociale d'une mutation – Temps et développement soutenable

Economie et société

Les transformations du monde du travail – Le mouvement syndical à l'aube du 21ème siècle – Exclusion et précarité – Entreprises et solidarité – L'exercice des responsabilités de l'entreprise – L'entreprise responsable – Production, technologie et investissement – Consommation éthique – Politique fiscale, impôt, répartition du revenu national et sécurité sociale – Finance solidaire – Sortir du dédale de la financiarisation : pour une finance au service du Bien Commun – La monnaie sociale : levier du nouveau paradigme économique – Dette et ajustement – Commerce équitable – De l'échec de l'OMC à Seattle ... aux conditions d'une gouvernance globale – Souveraineté alimentaire et négociations commerciales internationales – Le développement intégralement durable, une alternative à la globalisation néo-libérale – Politiques économiques, idéologie et dimension géo-culturelle – Femmes et économie – Economie solidaire – La santé et ses enjeux au 21ème siècle – Les défis de la pêche artisanale au 21ème siècle – L'agriculture et le développement durable – Le droit des peuples à se nourrir et à réaliser leur souveraineté alimentaire – Sécurité Alimentaire

Gouvernance et citoyenneté

Les principes de la gouvernance au 21ème siècle – Le territoire, lieu des relations : vers une communauté de liens et de partage – Penser la ville de demain : la parole des habitants – Violences urbaines – Les paysans face aux défis du 21ème siècle – Les leaders sociaux au 21ème siècle : défis et propositions – Autorités locales ou animation locale – Etat et développement – Alimentation, nutrition et politiques publiques – De la conversion des industries d'armement à la recherche de la

sécurité – Les militaires et la construction de la paix – Refonder la gouvernance mondiale pour répondre aux défis du 21ème siècle

Relations entre l'humanité et la biosphère

Education à l'environnement : 6 propositions pour agir en citoyens – Propositions relatives à la question de l'eau – Sauver nos Sols pour Sauvegarder nos Sociétés – Forêts du Monde – Efficacité énergétique – Ecologie industrielle : programme pour l'évolution à long terme du système industriel – Société civile et OGM : quelles stratégies internationales ? – Refuser la privatisation du vivant et proposer des alternatives

Les éditeurs partenaires

Edition en espagnol au Pérou : Centro Bartolomé de las Casas (Cusco)

Renaud BUREAU du COLOMBIER et Camilo TORRES
E-mail: ccamp@apu.cbc.org.pe

Centro Bartolomé de las Casas
Pampa de la Alianza 465
Cusco - Pérou

Tel +51 84 236494
+51 84 232544
Fax +51 84 238255

Edition en portugais au Brésil : Instituto Pólis (São Paulo)

Hamilton FARIA
E-mail: hfaria@polis.org.br
<http://www.polis.org.br>

Instituto Pólis
Rua Araújo, 124 - Centro
São Paulo - Sp - Brésil
CEP 01220-020

Tel: + 55 11 3258-6121
Fax: +55 11 3258-3260

Edition en arabe au Liban : Centre Culturel du Liban Sud (Beyrouth)

Ziad MAJED
E-mail: zmajed@hotmail.com

Tel: + 961 1 815 519
Fax: + 961 1 703 630

Edition en anglais en Inde :
Pipal Tree (Bangalore)

E-mail: pipaltree@vsnl.com
<http://www.allasiapac.org>

Pipal Tree
139/7 Domlur Layout,
Bangalore 560071 - India

Tel : +91 80 556 44 36
Fax : +91 80 555 10 86

Edition en chinois :
Yanjing group (Beijing)

GE Oliver (Haibin)
E-mail: ollie@mail.263.net.cn

Room 521, Goldenland Bldg.
#32 Liangmahe Road, Chaoyang District
Beijing, P.R. China
Postal Code 100016

Fax: +86 10 64643417